



VILLE DE MELUN

ARRETE MUNICIPAL n° 2024.629 du 21/05/2024

OBJET : JOURNÉE RENCONTRE 1 ENFANT 1 ADULTE

LE MAIRE DE LA VILLE DE MELUN,

VU le Code général de collectivités territoriales, et notamment les articles L 2131-1, L 2212-1 et L 2212-2 ;

VU le Code des Débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-CAB 77 du 16 novembre 2006 relatif aux dérogations temporaires d'ouverture de débits de boissons à l'occasion des Foires, Ventes ou Fêtes publiques (Article L 3334-2) ;

VU la demande présentée en Mairie le 08 mai 2024 par **Madame CASTANHEIRA Véronique**, Présidente de l'association « **US PÉTANQUE** », sis à **MELUN** (Seine et Marne) 54 Quai Joffre ;

VU la réécriture des articles L 3334-2 et L 3335-4 du Code de la Santé Publique (précédemment Articles L 48 et L 49-1-2 du Code des débits de boissons) ;

CONSIDERANT que l'octroi de cette autorisation n'est préjudiciable ni au bon ordre ni à la moralité publique.

- ARRETE -

Article 1 – **Madame CASTANHEIRA Véronique** est autorisée à implanter un débit de boissons temporaire pour la vente de boissons de 1^{ère} et 3^{ème} Catégorie :

**Au 54 Quai du Maréchal Joffre à MELUN
à l'occasion de la « JOURNÉE RENCONTRE 1 ENFANT 1 ADULTE »
Le Samedi 29 juin 2024 à 9h00 à 00h00**

Dans les conditions précisées à l'article 2 du présent arrêté :

**Au 54 Quai du Maréchal Joffre à MELUN
à l'occasion de la « JOURNÉE RENCONTRE 1 ENFANT 1 ADULTE »
Le Samedi 29 juin 2024 à 9h00 à 00h00**

Article 2 – Les débits de boissons temporaires autorisés à l'article 1^{er} devront fonctionner ainsi que suit :
Ils seront tenus par le **Monsieur DE ALMEIDA CASTANHEIRA José Manuel**.

Article 3 – Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Article 4 – Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès son affichage ou sa publication ou sa notification aux intéressés ainsi que sa transmission s'il y a lieu au représentant de l'Etat.

Article 5 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le silence gardé pendant plus de 2 mois sur une réclamation par Monsieur le Maire vaut décision implicite de rejet.

Article 6 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux introduit auprès du Tribunal

Administratif de Melun dans le délai de 2 mois à compter de sa publication, et/ou de sa notification, ou de la notification de la réponse de l'autorité compétente dans le cas d'un dépôt de recours gracieux préalable.

Article 7 – Le présent arrêté sera notifié à :

- Le Préfet du Département de Seine et Marne,
- Le Commissaire divisionnaire de Police de MELUN,
- Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- Le Commandant de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de MELUN,
- Le Directeur Général des Services de la Ville de MELUN,
- Le Directeur Général des services Techniques de la Ville de MELUN,
- Le Chef de la Police Municipale de MELUN,
- Le Pétitionnaire,

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

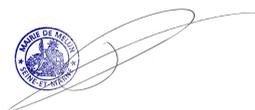
077-217702885-20240401-177140-AR-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/05/2024
Publication :

Fait à Melun, le 21/05/2024

Le Maire,



Kadir MEBAREK,